



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

TENDANCES CONJONCTURELLES

2^E TRIMESTRE 2026

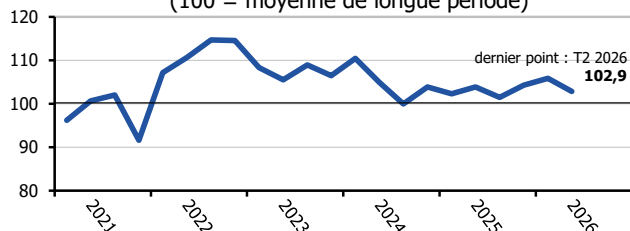
Au 2^e trimestre 2026, la conjoncture économique se fragilise dans un contexte international incertain. Le climat des affaires se replie, en restant toutefois supérieur à sa moyenne de long terme. Une activité en retrait et des anticipations négatives pèsent sur le moral des entreprises sondées. Malgré une inflation modérée, le niveau de prix élevé et les tensions sur le marché du travail ne permettent pas de dynamiser la consommation des ménages. La conjoncture demeure cependant résiliente, avec des investissements privés et des échanges commerciaux stables dans l'ensemble. Le secteur BTP, affecté notamment par la hausse des coûts de construction, continue de s'ajuster, tandis que le tourisme, davantage tourné vers une demande extérieure, poursuit sa croissance.

Un climat des affaires résilient, dans une conjoncture fragilisée

Le climat des affaires se replie

Au 2^e trimestre 2026, l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule de 3 points pour s'établir à 102,9 points, après une hausse au trimestre précédent (+1,5 point). Il demeure néanmoins au-dessus de sa moyenne de long terme (100 points).

Indicateur du climat des affaires en Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Ce repli traduit principalement une dégradation de l'activité au cours du trimestre, conforme aux anticipations formulées par les chefs d'entreprise lors de l'enquête précédente. Dans le même temps, la trésorerie se dégrade et les délais de paiement tendent à s'allonger, tendance que les chefs d'entreprise anticipent également sur le trimestre à venir.

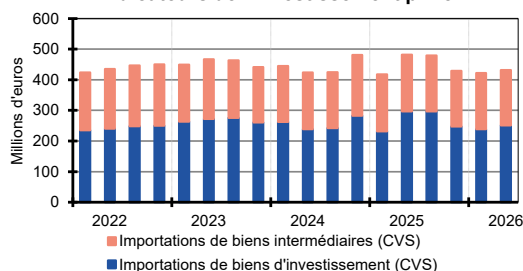
En parallèle, le montant des impayés sur effets de commerce poursuit son recul, mais à un rythme sensiblement moins marqué. Il diminue de 3,6 % en glissement trimestriel, après une contraction de 35,2 % au trimestre précédent. La dynamique entrepreneuriale ralentit au 2^e trimestre : 2 413 entreprises ont été créées,

soit une baisse de 6,7 % sur le trimestre (données Insee, CVS). Dans le même temps, les défaillances repartent à la hausse, avec 543 défaillances recensées au 2^e trimestre, contre 493 au 1^{er} trimestre 2026 (+10,1 %, après -0,8 %).

L'investissement privé se maintient

Au 2^e trimestre 2026, l'investissement privé se stabilise, après le ralentissement observé en début d'année. Les importations de biens d'investissement¹ suivies par la DRFIP progressent en glissement trimestriel (respectivement +5,2 %, CVS, et +3,3 %). Toutefois, ils demeurent inférieurs aux niveaux élevés, atteints un an plus tôt (respectivement -15,5 %, CVS, et -10,7 %). À l'inverse, les importations de biens intermédiaires (-1,3 %, CVS) et le cumul sur 12 mois du nombre de véhicules utilitaires immatriculés (-6,7 %) reculent au 2^e trimestre. En termes de financement, l'encours des crédits d'investissement reste stable (-0,1 %, en glissement trimestriel), tandis que les chefs d'entreprise envisagent de réduire leurs investissements au cours des 12 prochains mois.

Indicateurs de l'investissement privé



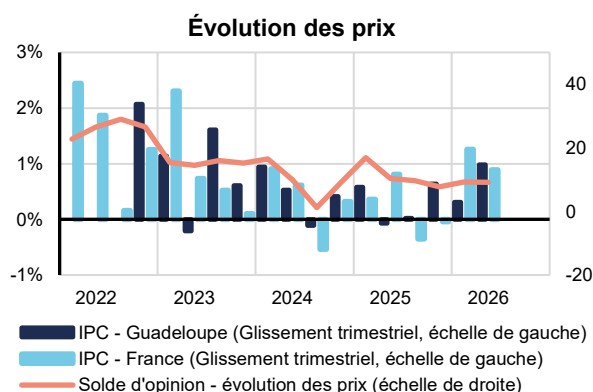
Sources : Douanes, IEDOM. © IEDOM

¹ Cumul sur 12 mois de la TVA déductible sur immobilisations.

Une inflation contenue en début d'année

Fin juin 2026, les prix augmentent légèrement sur trois mois (+1,0 % après +0,3 % au 1^{er} trimestre 2026). Cette évolution est proche de celle observée en France sur la même période (+0,9 %). Les prix des services (-0,6 %), des produits manufacturés (-0,2 %) et de l'alimentation (-0,6 %) reculent modérément, tandis que la forte hausse des prix de l'énergie (+17,1 %) soutient l'inflation en Guadeloupe. Le niveau des prix de l'énergie devrait se maintenir sur les prochains mois dans un contexte de prix des carburants toujours élevés. Sur un an, les prix progressent de 2,0 % en Guadeloupe et de 1,8 % au niveau national.

Selon notre enquête de conjoncture, les entreprises des industries agroalimentaires se distinguent par une orientation à la baisse de leurs prix.



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Insee. © IEDOM

Hausse des demandeurs d'emploi

Fin juin 2026, certains indicateurs du marché du travail se dégradent². Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A, CVS) s'établit à 41 430, en hausse de 3,0 % sur un trimestre. En parallèle, les offres d'emploi déclarées, au nombre de 880 en moyenne, reculent de 6,4 % sur trois mois (CVS).

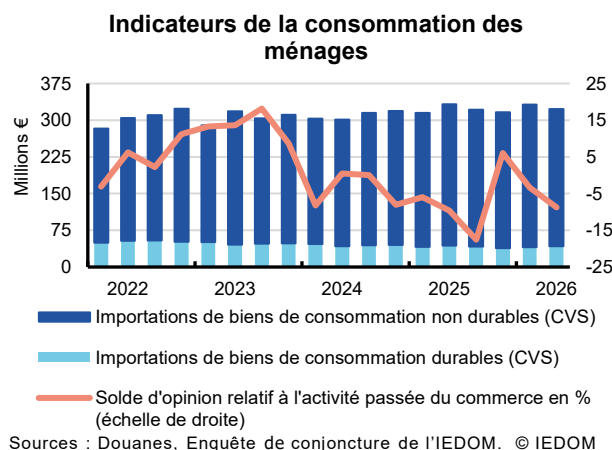
De son côté, l'emploi dans le secteur privé se maintient (-0,1 %) avec 86 169 salariés (CVS) enregistrés au 1^{er} trimestre 2026.

Une consommation des ménages atone

Au 2^e trimestre 2026, la consommation des ménages reste peu dynamique, dans un contexte de forte hausse des prix des carburants. Les importations de biens de consommation non durables diminuent de 3,9 % (CVS) en glissement trimestriel, corroborant la baisse d'activité ressentie par les professionnels du secteur du commerce. À l'inverse, les importations de biens de

consommation durables augmentent de 4,9 % (CVS) par rapport à fin mars, tandis que les immatriculations de véhicules neufs de particuliers se replient (-8,8 % sur trois mois, CVS).

En parallèle, l'encours des crédits à la consommation progresse légèrement (+0,7 %, en glissement trimestriel) après une baisse trois mois plus tôt (-0,9 %). Par ailleurs, la situation des ménages les plus vulnérables demeure fragile : le nombre de dossiers de surendettement s'accroît (+16,2 %, sur trois mois).



Sources : Douanes, Enquête de conjoncture de l'IEDOM. © IEDOM

Des échanges extérieurs globalement stables hors énergie

Au 2^e trimestre 2026, les importations en valeur progressent de 5,8 % (CVS) sur trois mois, tirées par l'énergie. Les importations de produits pétroliers augmentent de 53 % en glissement trimestriel (CVS), dans un contexte de fortes tensions sur les marchés pétroliers. Hors énergie, les importations sont quasi stables (+0,1 %, CVS).

La progression des importations de biens d'investissement (+5,2 %, CVS) et celle des importations de biens de consommation durables (+4,9 %, CVS) compensent la baisse des importations de biens de consommation non durables (-3,9 %) et celle des importations de biens intermédiaires (-1,3 %).

En parallèle, la baisse des exportations en valeur (-3,5 %, CVS) tient presque exclusivement à la diminution des réexpéditions de produits pétroliers (-52,5 %, CVS). Hors énergie, les exportations s'inscrivent en hausse de 6,5 % (CVS). En particulier, elles sont soutenues par les exportations de produits des IAA (+14,5 %, CVS).

Les exportations de biens intermédiaires et les exportations de biens d'investissement diminuent (respectivement -9 % et -2,6 %, CVS).

² Ces évolutions doivent être interprétées avec prudence, car France Travail a modifié les règles d'inscription et de classement des demandeurs d'emploi (cf. [note explicative du 29 janvier 2026](#)). Pour rappel, entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2025, ces changements

ont entraîné une baisse du nombre d'inscrits en catégorie A, une hausse en catégories B et C, ainsi qu'une augmentation des sorties des catégories A, B et C.

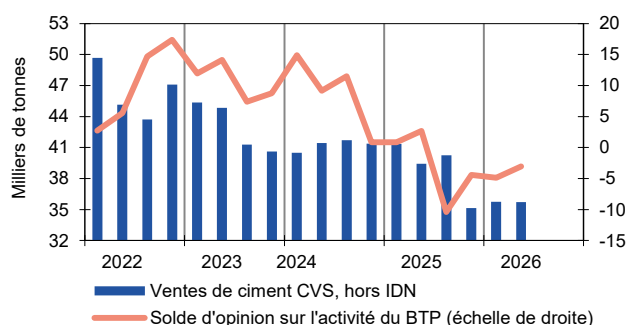
L'activité des secteurs majoritairement en retrait

BTP : un secteur en adaptation

L'activité du secteur du BTP se rétracte de nouveau au second trimestre. Les chiffres d'affaires déclarés reculent ainsi de 8,2 % sur un an, contre -2,8 % pour les DOM³.

Les indicateurs liés aux ventes de ciments et les Soldes d'Opinions (SO) publiées par l'IEDOM reflètent également cette contraction de l'activité.

Ventes de ciment et activité du BTP



Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Lafarge Ciments Antilles. © IEDOM

Parallèlement, les marges du secteur sont mises sous pression par des coûts de construction élevés, qui poursuivent leur hausse ; l'index général Guadeloupe progresse de 0,6 % sur un mois et de 2 % sur un an (source : CERC Guadeloupe).

Dans ce contexte, le secteur anticipe une détérioration de sa trésorerie et s'ajuste, avec notamment des créations d'entreprises moins importantes ce trimestre (-15,7 %, CVS).

Toutefois les perspectives demeurent soutenues par plusieurs opérations d'envergure ; parmi elles, le projet Eau (320 M€, horizon 2027), la déviation Boucan (110 M€, horizon 2028), les infrastructures pénitenciaires, ainsi que la construction de nouveaux hôtels.

La mesure de la demande de construction privée, au travers l'octroi de permis, est encourageante. Elle se maintient à un niveau élevé (+1,5 % ce trimestre) avec 726 permis.

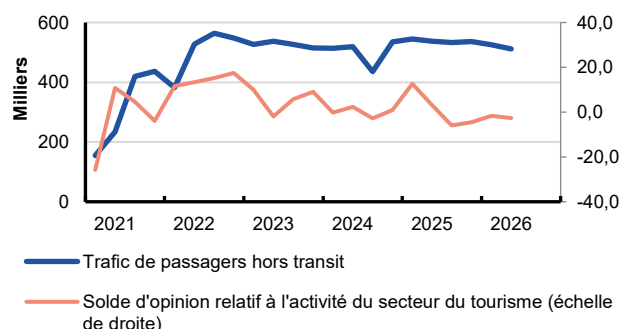
Tourisme : une activité renforcée

Fin juin 2026, l'activité touristique reste soutenue, en dépit d'un léger tassement du trafic aérien. Le nombre de passagers accueillis à l'aéroport (hors transit) diminue de 2,6 % sur trois mois, après -2,0 % au trimestre précédent (CVS). À l'inverse, la fréquentation hôtelière rebondit, avec une progression des nuitées de 11,0 %, après -0,9 % au 1^{er} trimestre 2026 (CVS). Dans le même temps, le chiffre d'affaires du secteur de l'hébergement-restauration progresse de 4,5 % entre

juillet 2025 et juin 2026 (source DRFIP), confirmant la bonne tenue de l'activité sur la période.

Les perspectives pour le trimestre à venir demeurent favorables : les chefs d'entreprise anticipent une amélioration de l'activité et, plus largement, le maintien de leurs conditions d'exploitation.

Trafic de passagers et activité touristique

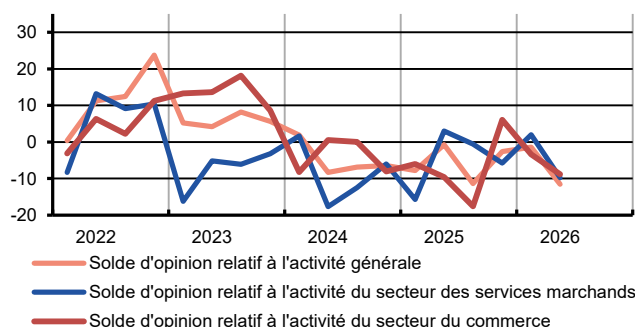


Sources : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, Aéroport Guadeloupe Maryse Condé. © IEDOM

Commerce et services marchands : une activité qui fléchit

Au 2^e trimestre 2026, la consommation des ménages demeure contrainte et continue de peser sur l'activité du commerce. Le recul du chiffre d'affaires du commerce, qui diminue de 1,2 % sur un an, s'inscrit dans le prolongement de la tendance observée au trimestre précédent (source DRFIP). Les entreprises du secteur font également face à des tensions de trésorerie plus marquées, dans un contexte de dégradation des délais de paiement. Le marché automobile, quant à lui, s'oriente à la baisse, avec 2 974 immatriculations de véhicules neufs particuliers (-8,8 %), après l'augmentation observée au trimestre précédent.

Activité des services marchands et du commerce



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM © IEDOM

En parallèle, l'activité des services marchands se dégrade. Malgré cette évolution, la situation financière des entreprises sondées apparaît relativement stable : les délais de paiement restent bien orientés et les trésoreries se maintiennent.

³ Source DRFIP

Des trajectoires nationales contrastées dans la Caraïbe

D'après le FMI, la croissance devrait rester stable à 2,4 % en 2026, puis augmenter légèrement pour atteindre 2,7 % en 2027 pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. L'incertitude liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient reste le risque le plus immédiat pesant sur la stabilité macroéconomique. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) souligne d'ailleurs que les effets de ce conflit ne vont pas se résorber rapidement, malgré les avancées diplomatiques. Bien que la région ait une faible exposition commerciale directe avec le Golfe Persique (1,4 % des exportations et 0,7 % des importations), les effets de la crise sont hétérogènes dans la région. Le Guyana, Trinité-et-Tobago et l'Équateur bénéficient de termes de l'échange favorables, avec une amélioration de leur balance commerciale respectivement de 17 points, 1,5 et 0,9 point de PIB. À l'inverse, plusieurs États de la Caraïbe subissent la hausse des cours du pétrole. À la Barbade, le déficit commercial des biens risque de se creuser, passant de 14,2 % à plus de 16,0 % du PIB. Face à la hausse des prix pétroliers, plusieurs gouvernements ont pris des mesures de soutien ciblées. En Dominique, le Parlement a approuvé la prolongation jusqu'à fin juillet des exonérations de TVA et de droits de douane sur les produits de première nécessité, une réponse directe à la pression inflationniste importée.

Dans ce contexte marqué par l'incertitude géopolitique, les économies caribéennes affichent des dynamiques très hétérogènes. La République dominicaine reste résiliente : le pays a enregistré une croissance de 4,5 % en glissement annuel au premier semestre 2026, portée par une progression des investissements directs étrangers de 7,7 % sur la période. Le FMI souligne la solidité de ce modèle de croissance, capable d'absorber les chocs externes, tout en poursuivant une trajectoire de réduction de la pauvreté : le taux de pauvreté ayant reculé de 2,7 points de pourcentage entre le premier trimestre 2025 et le premier trimestre 2026.

Toujours plongée dans une crise économique prolongée, Haïti devrait subir une nouvelle contraction de son PIB de l'ordre de 1,4 % selon la CEPALC.

Sur le plan institutionnel, Sainte-Lucie et le Guatemala ont franchi une étape en devenant officiellement pays actionnaires de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF). Les deux États sont désormais actionnaires de série « C », leur permettant de bénéficier du soutien financier, de l'assistance technique et des services fondés sur l'expertise de la CAF, adaptés à leurs objectifs de développement.

Sources : CEPALC, DG Trésor, FMI.

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les États-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2% de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI (WEO, juin 2026) , Banque de France (Projections macroéconomiques France, juin 2026, Bulletin économique de la BCE n°5/2026), Banque du Japon (Highlights of the Outlook for Economic Activity and Prices (July 2026)), Banca d'Italia (Economic Bulletin n°3-2026), Bundesbank (The German economy monthly report-August 2026)

Toutes les publications de l'iedom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. Groh ■ Responsable de la rédaction : A. Lemaire

Rédaction : T. Combet, A. Shitalou, J. Soukaï – Éditeur et imprimeur : IEDOM